

Fillon sort l'artillerie lourde contre Sarkozy

« Qui imagine de Gaulle mis en examen ? », a déclaré, hier, l'ancien Premier ministre qui a ainsi lancé la bataille de la primaire à droite

François Fillon, candidat à la primaire de la droite, a attaqué, hier, dans la Sarthe son rival Nicolas Sarkozy sur le volet judiciaire en posant la question cinglante : « Qui imagine un seul instant le général de Gaulle mis en examen ? » « Il ne sert à rien de parler d'autorité quand on n'est pas soi-même irréprochable », a lancé l'ex-Premier ministre de Nicolas Sarkozy à Sablé-sur-Sarthe, dans un discours truffé d'attaques contre l'ancien chef de l'Etat, mis en examen dans deux affaires. « Avoir une haute idée de la politique signifie que ceux qui briguent la confiance des Français doivent en être dignes. Ceux qui ne respectent pas les lois de la République ne devraient pas pouvoir se présenter devant les électeurs », a prévenu le député de Paris. « L'élection présidentielle ne peut pas se réduire aux en-



« Je suis candidat à l'élection présidentielle parce que je ne veux pas que mon pays soit livré aux démagogues qui ne peuvent que le conduire au désastre », a averti, hier, François Fillon.

(Photo AFP)

jeux sécuritaires pour mieux oublier les 6 millions de chômeurs et les 2 000 milliards de dettes », a aussi affirmé l'ex-Premier ministre dis-

tancé dans les sondages pour la primaire des 20 et 27 novembre. Il s'exprimait devant trois mille militants, selon son entourage.

« Je ne perds pas mes nerfs. Je ne participe pas au concours Lépine des solutions les plus stupides et les plus imbéciles, censées lutter contre le terrorisme. Non, enfermer des dizaines de milliers de suspects sans contrôle et sans jugement ne réduira pas le risque d'attentat mais l'aggraver », a-t-il lancé en référence à la proposition de Nicolas Sarkozy de mettre en « rétention surveillée » les fichés S.

Autre pique : « Non, l'Etat de droit n'est pas un obstacle à la lutte contre le terrorisme, c'est au contraire la meilleure arme contre les totalitaires qui en veulent à nos libertés » alors que l'ancien chef de l'Etat a repoussé d'un revers de main les « arguties juridiques » qui empêcheraient de lutter contre le terrorisme. « Je suis candidat à la présidence de la République pour lui rendre sa dignité », a-t-il déclaré.

Sarkozy rattrape Juppé

Alors que, samedi, un sondage donnait Alain Juppé toujours grand favori pour la primaire à droite, une autre étude menée par TNS Sofres diffusée hier, montre que Alain Juppé et Nicolas Sarkozy seraient au coude-à-coude au premier tour (34 %) mais, bien qu'en net recul, le maire de Bordeaux l'emporterait au second tour (55 % contre 45 % pour l'ancien chef de l'Etat).

Le Maire veut percer

Bruno Le Maire, candidat à la primaire de la droite, prétend incarner « l'espoir » entre Nicolas Sarkozy et Alain Juppé. « Le point de départ du prochain quinquennat doit être le renouvellement complet de la classe politique », a-t-il prôné hier, au « Grand Jury » RTL-Le Figaro-LCI. L'ancien directeur de cabinet de

Dominique de Villepin à Matignon a tenté ainsi de présenter comme un atout sa moindre expérience : « Il y a beaucoup de différences profondes : je n'ai jamais été ni président de la République ni Premier ministre, je n'ai pas gouverné le pays », a-t-il souligné. Il s'est dit, lui aussi, favorable à une loi interdisant le burkini.

Jean-Luc Mélenchon dénonce les « tartuffes » et les « hypocrites »

Chef de file de la gauche anti-Hollande, selon les sondages (1), Jean-Luc Mélenchon a tenté, hier, de se hisser au-delà de la « farce » du burkini pour revenir au cœur de son programme à la présidentielle : la lutte contre le « règne de l'argent ». Le député européen, que l'on surnomme souvent « le poil à gratter de la gauche », se serait bien passé de consacrer autant de mots à la polémique sur la tenue musulmane lors de son discours de rentrée politique, tenu à Toulouse devant 2 500 sympathisants selon les organisateurs.

« Je suis content » que le Conseil d'Etat ait suspendu l'arrêté interdisant le burkini à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), a

déclaré le leader du mouvement « La France des insoumis ». « Ce n'est pas que j'approuve telle ou telle tenue de bain [...] Mais respectez notre droit à l'indifférence », a-t-il ajouté, sous des tonnerres d'applau-

Hamon se lance

« Je me mets au service de l'unité et du rassemblement de la gauche » : tel est le message qu'a souhaité faire passer Benoît Hamon, hier à Saint-Denis, à l'occasion de son premier meeting en tant que candidat à la primaire socialiste. Dans un discours de près d'une heure et demie, face à 400 de ses partisans, il a notamment rejeté l'idée de Manuel Valls selon laquelle les gauches seraient « irréconciliables »,

dissements des militants qui avaient installé plaids et bouteilles de rosé frais sur l'herbe grasse du Jardin de l'Observatoire, dans un quartier populaire de Toulouse.

Dénonçant les « tartuffes » et les « hypocrites » qui « défendent les droits de l'Homme » sans les avoir respectés par le passé, il a cité Nicolas Sarkozy qui a renoncé le roi d'Arabie saoudite sans lui « demander s'il allait arrêter de fouetter à mort ce type qui a écrit un blog qui ne lui plaisait pas » ou François Hollande qui « a privatisé un bout de la plage » pour le même roi.

1. Mais 59 % des Français ont toujours une mauvaise idée de lui selon un sondage Odoxa publié, hier, par Le Parisien.